

le prolétaire

bimensuel

parti communiste international (programme communiste)

Ce qui distingue notre parti: La revendication de la ligne qui va de Marx à Lénine, à la fondation de l'Internationale communiste et du parti communiste d'Italie (Livourne, 1921); la lutte de la Gauche communiste contre la dégénérescence de l'Internationale, contre la théorie du «socialisme dans un seul pays» et la contre-révolution stalinienne; le refus des fronts populaires et des blocs de la Résistance; la tâche difficile de restauration de la doctrine et de l'organisation révolutionnaires, en liaison avec la classe ouvrière, contre la politique personnelle et électoraliste.

Correspondance abonnement:
20, rue Jean Bouton - 75012 Paris

Versements:
Chèque bancaire à l'ordre de Saro
ou chèque postal à l'ordre du
«Prolétaire»

Abonnements:
1 an: 60 F, 6 mois: 30 F
pli fermé: 90 F et 45 F

Abonnements de soutien:
à partir de 100 F

18^e ANNEE - N°343
LE NUMERO : 2,50 F
18 sept au 1^{er} oct. 1981

Non à l'austérité de gauche!

Deux millions de chômeurs en France... Le PS avait pourtant fait de la réduction du chômage un des piliers de sa campagne. Pour l'endiguer sans trop toucher aux salaires, il comptait avant tout sur une croissance économique supérieure à 3% par an.

Quatre mois plus tard, la relance se fait attendre, non pas sous l'effet de quelques ténébreux «complot des patrons», mais parce qu'elle marque le pas dans tous

les pays développés, qui ressentent lourdement la pression financière du capitalisme US: celui-ci a aussi ses difficultés, mais des moyens plus puissants pour imposer ses solutions aux concurrents européens et japonais. La plupart des autres pays d'Europe prennent des mesures déflationnistes, dont la clef est la baisse, ouverte ou déguisée, des salaires.

Le gouvernement français feint d'avoir d'autres recettes, et de guetter toujours le miracle. Mais déjà ses conseillers et pilotes, les économistes sérieux, l'adjurent de dire la vérité aux travailleurs: il va falloir «faire des choix», consentir à des sacrifices... Pendant que Bergeron, penché sur les caisses vides de l'UNEDIC, gémit que «le gouvernement va trop vite», E. Maire prépare les troupes avec des discours «mendésistes» (dit *Le Matin*): les travailleurs devront se contenter de «gains immatériels» et de «progrès qualitatifs»!

Avant de se laisser faire une douce violence, le gouvernement tâte le terrain chez les fonctionnaires, où il sait posséder une fidèle clientèle électorale. Quelques concessions «qualitatives», quelques pas en arrière par rapport au matraquage du gouvernement précédent: annulation du décret Chirac qui permettait de prélever une semaine de salaire pour quelques heures de grève, maintien provisoire des auxiliaires «non dégraissés» auparavant dans l'enseignement et les PTT. En échange la menace, provisoirement différée, d'un prélèvement chômage, l'annonce d'un blocage des salaires avec augmentation de l'impôt à partir des catégories

moyennes: *Le Figaro* a beau jeu de remarquer que «l'ombre de M. Barre plane encore à l'hôtel Matignon»!

Aujourd'hui l'ensemble des salariés en activité ne doit le maintien de son pouvoir d'achat (de septembre 1980 à septembre 1981 — et toujours selon les chiffres officiels) qu'à la suppression du prélèvement exceptionnel pour la Sécurité sociale, cet ultime cadeau giscardien. Pendant ce temps, les prix valent, les loyers sont toujours libres, les licenciements se multiplient depuis mars; les nationalisations, ces prétendues «garanties», «ne manqueront pas d'avoir des répercussions douloureuses sur l'emploi» annonce le *Vie Française* du 24.08.81: on le voit déjà dans la sidérurgie.

Les grèves n'ont pas cessé dans de petites entreprises, et touchent aujourd'hui Renault-Le Mans. Si la déception des travailleurs se manifestent encore peu, cependant sous forme d'action, les causes en sont plus larges que le seul «état de grâce». Il faut aussi considérer les facteurs matériels et sociaux qui pesaient depuis longtemps sur la reprise de classe: la pression du chômage, le chantage aux licenciements, la conscience de l'insuffisance des actions partielles et de la difficulté de

DANS CE NUMERO

- Lutte contre la répression capitaliste
- La LCR au service de Mitterrand
- Nature organique du parti
- A propos des nationalisations
- Le «vrai visage» de Solidarnosc

s'unir. Il s'y ajoute l'intervention nouveau style des pompiers sociaux: non seulement le PCF, les bonzes syndicaux, mais aussi les «gauchistes» spécialisés dans le «soutien critique», toujours prêts à voler au secours du bluff social-démocrate. Si un travailleur s'impatiente, constate que, gauche ou droite, c'est la même rentrée, «erreur camarade, proclame le soutien critique, il faut aider le gouvernement contre le patronat!»: comme si les licenciements, le chômage, le maintien des horaires élevés et des cadences épuisantes étaient une invention machiavélique du capital, et non sa tendance historique constante, en l'absence du contrepoids de la lutte ouvrière.

(Suite page 3)

Les fruits amers de la «révolution islamique»

La répression qui s'abat sur le mouvement de masse en Iran a pris ces derniers mois des proportions énormes. Elle frappe indistinctement tous ceux qui ont contribué les armes à la main à la chute du régime du Chah. Plus, elle atteint aujourd'hui les partisans de l'ancien président de la République Bani Sadr. L'éclatement de la coalition disparate entre le clergé chiite et les héritiers du mouvement démocratique bourgeois de Mossadegh s'explique largement par l'exigence objective que l'Etat soit tenu fermement par un centre de commandement unique. Le Parti de la République Islamique a réussi à éliminer Bani Sadr du pouvoir politique. Il pensait de la sorte arriver à mettre au pas le mouvement social qui ne cessait de se développer en réaction à la détérioration des conditions de vie des larges masses prolétariennes et exploitées en général qui subissent les contre coups de la chute de la production pétrolière et de la guerre réactionnaire qui oppose l'Iran à l'Irak.

Mais les choses ne paraissent pas aller aussi simplement que l'espéraient les dirigeants politiques iraniens. Ni les arrestations massives, ni les tortures ni les exécutions sommaires (700 durant les deux derniers mois) n'ont réussi à remettre de l'ordre dans le pays malgré les déclarations prétentieuses et mensongères du gouvernement iranien.

Aujourd'hui avec Bani Sadr dans l'opposition, les voix qui s'élèvent pour dénoncer la répression en Iran ne sont pas rares. Cependant ceux qui louaient les bienfaits de la «révolution islamique» il y a quelques mois se gardent bien de montrer en quoi les massacres perpétrés aujourd'hui par les soi-disant «gardiens de la révolution» ne sont que la continuité logique du régime instauré en Iran à la suite de la chute du Chah avec l'appui de Bani Sadr et des Moudjahidins du peuple.

Doit-on rappeler que la coalition libérale-chiite qualifiée hier d'anti-impérialiste, a tout fait dès son arrivée au pouvoir pour empêcher la destruction des institutions de l'ancien régime, pour reconstituer rapidement les appareils bureaucratique, policier et militaire endommagés par l'action des masses insurgées pour défendre la propriété pri-

(Suite page 2)

Les 35 H tout de suite! sans contreparties!

Le 24 juillet dernier le patronat et les syndicats (sauf la CGT) signaient un protocole d'accord sur la réduction du temps de travail. Voyons les points essentiels de ce protocole.

Point 1: généralisation de la 5^e semaine de congés payés annuels. On sait que si ce point peut s'appliquer à de nombreuses petites entreprises, par contre, il ne fera que légaliser la situation dans la majorité des grands groupes industriels, des banques ou administrations, où sous diverses formes la 5^e semaine existe déjà.

Point 3: Durée légale du travail ramenée à 39 heures par semaine, avec possibilité par négociation dans les branches de moduler au cours de l'année cette durée dans le cadre d'une programmation indicative.

Donc par la bande, on introduit comme critère de calcul la durée annuelle du temps de travail, et non plus hebdomadaire, ce qui permet aux patrons de jouer sur les périodes de chômage technique et d'heures supplémentaires non payées en fonction des ventes et des impératifs de la production. Et effectivement le point 7 fixe une durée maximale hebdomadaire à 48 heures, et au point 11 il est envisagé la possibilité, en cas d'horaires flexibles, de reports d'heures d'une semaine sur une autre, sans effet sur le nombre et le taux des heures majorées.

Cet accord prévoit en outre des attaques frontales contre les conditions de travail. Le point 4 prévoit la création d'un contingent d'heures supplémentaires librement négocié dans les branches et le point 9 des mesures de compensations pécuniaires relatives aux réductions effectives de la durée du travail. Ce qui annonce qu'il n'y aura probablement pas de maintien du salaire intégral pour

(Suite page 4)

Le PS et l'impérialisme: pas de changement

Si, sur le plan intérieur, le pouvoir PS a procédé à quelques réformes en trompe-l'œil, pour essayer de faire croire qu'il y a vraiment un changement entre la politique qu'il mène et celle de ses prédécesseurs, sur le plan extérieur, en revanche, ce qui trappe dans la politique de la France «socialiste» à l'égard du Tiers-Monde, c'est la continuité.

C'est que la France, que ce soit celle de De Gaulle, de Giscard ou de Mitterrand, n'a pas le choix: la politique impérialiste est pour

elle une question de vie ou de mort. Les matières premières d'une part, les débouchés économiques d'autre part sont une nécessité vitale. Mais à ces impératifs communs à toute politique de «puissance» — des impératifs d'autant plus impérieux, si l'on peut dire, que la crise économique généralisée du capitalisme à l'échelle mondiale exacerbe la concurrence entre les grands reqlins impérialistes — s'en ajoute un autre, non moins important, et qui est, lui, de nature sociale.

Le PS ne peut espérer jouer correctement son rôle de pompiers sociaux dans une des métropoles impérialistes qui sont au cœur du système capitaliste mondial que s'il poursuit sa politique de pillage du Tiers-Monde. Il ne peut tenir la classe ouvrière que si celle-ci est encadrée par des couches entières d'employés, de bureaucrates, de bonzes syndicaux et politiques qui tirent leurs privilèges de la politique de leur propre bourgeoisie, laquelle les achète grâce aux surprofits impérialistes. L'impérialisme est la mamelle de l'opportunisme. Cette situation dicte depuis toujours son devoir à la classe ouvrière des pays impérialistes: lutte commune avec les masses exploitées des pays arriérés contre la bourgeoisie de tous les pays et ses larbins opportunistes.

La nouvelle politique impérialiste de la France s'exerce dans trois directions. Les deux premières sont traditionnelles: l'Afrique et le Moyen-Orient, la troisième est récente et propre au régime «socialiste»: l'Amérique centrale.

En Afrique noire, le PS a maintenu ou même renforcé, grâce à son propre réseau de «relations», les liens qui existaient déjà avec les différents pays francophones «amis» de la France: Le Sénégal, le Niger, le Gabon mais aussi la Centrafrique et le Tchad. Là les posi-

tions sont solides. Le seul concurrent réel est la Libye au Tchad. On peut être sûr que les socialistes feront tout pour que les intérêts français soient bien défendus dans tous ces pays: les militaires français sont là à la fois pour protéger directement les intérêts de l'impérialisme français, mais aussi pour défendre les pouvoirs en place contre toute agitation sociale susceptible de menacer les bourgeoisies locales. Les accords militaires signés sous couvert de défense «contre toute attaque extérieure» ont été renouvelés et les affaires se poursuivent à l'ombre des forces françaises, Barracuda ou autres, détachées dans les différents pays.

Mais la France ne s'en tient pas à ses zones d'influence traditionnelles. Poursuivant les tentatives du giscardisme, le PS s'efforce de grignoter des positions contre l'impérialisme belge au Zaïre, anglais du Nigéria au Kenya, mais là la tâche est malaisée: pour se maintenir en vie le lion britannique a autant besoin de ses chasses gardées que la France des siennes. Dans l'Afrique au sud du Sahara la France essaie d'être bien avec tout le monde: l'Angola et les mouvements noirs qui luttent contre le pouvoir blanc et l'Afrique du Sud elle-même. Certes celle-ci est «condamnée» à l'Unesco ou à l'ONU au nom des grands principes pour sa politique d'apartheid ou pour

ses agressions contre l'Angola, mais on continue le plus discrètement possible à mener des affaires juteuses avec elle. Les déclarations fracassantes du type «pas un fusil pour l'Afrique du Sud» ou bien «nous sommes contre l'apartheid» sont même le paravent derrière lequel les filiales des grandes entreprises françaises, qui n'ont certes pas plié bagage le soir du 10 mai, continuent à faire des profits sur le dos des masses noires d'Afrique du Sud.

Un des reproches qu'adressait le candidat Mitterrand à Giscard, c'était de mettre — la chose n'était pas dite sous cette forme sûr — tous les œufs dans le même panier. L'intérêt bien compris suppose qu'on mette des œufs partout, de façon à éviter la casse et dans l'espoir aussi que les œufs fassent, si l'on peut dire, des petits. Trop «copain» avec la Maroc, le giscardisme avait négligé l'Algérie. Le mitterrandisme veut rattraper la chose et souhaite être bien à la fois avec Hassan II et Chadli. D'ailleurs s'il fallait choisir, l'Algérie serait sans doute considérée comme plus importante, à la fois pour des raisons économiques et pour des raisons stratégiques. En plus de son côté police intérieure, l'opération «régularisation des immigrés sans-papiers»

(Suite page 3)

LUTTE CONTRE LA REPRESSION CAPITALISTE

Algérie, prisonniers politiques
laissés sans soins médicaux

Nous avons cité dans notre numéro précédent le cas de trois ouvriers condamnés à cinq ans de prison pour avoir cherché à organiser un syndicat indépendant, et détenus à la prison de Lambèse.

Dans cette prison, qui a pris le relais d'un bague colonial tristement célèbre, et qui est aujourd'hui considérée comme spécialisée dans la grande criminalité, sont en fait détenus dans le plus grand secret de nombreux prisonniers politiques. Nous avons pu publier dans notre numéro 18 d'*El Oumami* la liste de 17 d'entre eux, parmi lesquels nos camarades et contacts Benkhallat Rabah, Kendour Abdelmalek et Akkache Sid Ali.

Tous les prisonniers politiques actuellement détenus à la prison centrale de Tazwilt-Lambèse sont passés entre les mains des tortionnaires de la SM avant d'être condamnés pour «atteinte à la sûreté de l'Etat». Les conditions de détention inhumaines s'ajoutent ainsi aux effets de la torture.

■ Notre camarade Benkhallat Rabah souffre de la paralysie de l'épaule droite. Les tortionnaires lui ont brisé la clavicule Depuis trois ans, il n'arrive pas à se coucher autrement que sur le dos. L'électricité (220 volts) utilisée par le capitaine Amrani et ses lieutenants Khalil et Attik lui ont gravement affecté l'appareil génital, lequel se

trouve actuellement paralysé. Sa langue a été complètement déchirée sous l'effet du courant électrique continu. L'impact psychologique a laissé sur lui de nombreuses traces: troubles périodiques, insomnie, cauchemar.

■ Haroun Mohamed condamné à perpétuité, a été atteint d'une angine en octobre 1979. Le manque de soins et l'indifférence ont transformé cette maladie en rhumatisme articulaire aigu. Actuellement, il a des crises cardiaques et des douleurs dans les reins.

■ Yennek Mokrane, condamné à dix ans de prison, atteint d'une amygdalite ou d'une laryngite, aucun diagnostic sérieux, douleurs au niveau des veines jugulaires, douleurs atroces au larynx et jusqu'aux épaules et à la poitrine, infection broncho-pulmonaire, douleurs dans les reins, rhumatisme.

La direction pénitentiaire refuse aux détenus le droit de se faire soigner.

La plupart des prisonniers politiques de Lambèse souffrent de plusieurs maladies à la fois (maux d'estomac, de dents, des yeux, ulcères, maladies de peau, etc.) Ils ont un besoin urgent de notre solidarité! Luttons avec eux pour arracher le statut de prisonniers politiques, pour leur libération totale!

Solidarité avec nos militants et contacts emprisonnés

Nous appelons tous les militants, lecteurs et sympathisants à manifester leur solidarité active avec nos militants, et contacts frappés par la répression bourgeoise en Algérie en versant une souscription pour leur défense.

Chèques bancaires ou postaux à l'ordre de SARO avec mention «Solidarité Algérie».

Le bluff de l'amnistie syndicale

La bourgeoisie et l'opportunisme ont fait grand bruit sur la décision «historique» d'appliquer l'amnistie aux sanctions ayant frappé les travailleurs pour l'activité syndicale et les conflits du travail. En réalité, cette amnistie avait déjà été accordée en 1974 pour le secteur public. D'autre part, si quelques bonzes en chef, comme Certano à Renault, ont été réintégrés, la masse des ouvriers combattifs licenciés resteront sur le pavé. D'abord, pour être réintégré, il fallait bénéficier d'un mandat officiel de délégué. Ensuite, la réintégration n'est pas automatique: d'une part, il faut qu'elle soit «possible» dans l'entreprise; d'autre part, elle dépend de l'inspection du

travail, et en dernier recours, des Prud'hommes. Or on sait que les Prud'hommes restent impuissants face au patronat, qui préfère payer des amendes ridicules et des cohortes d'avocats plutôt que de réintégrer les ouvriers combattifs. De plus les Prud'hommes sont tellement engorgés (plus de 10000 dossiers en souffrance à Paris) qu'il faut parfois jusqu'à 2 ans avant qu'une plainte soit examinée. Les patrons peuvent donc dormir sur leurs deux oreilles.

Dans la fonction publique seules les sanctions comprises entre le 1^{er} janvier 1980 et le 22 mai 1981 sont amnistées. Or l'année 1980 a été l'année comptant le moins de jour-

nées de grève de l'ère giscardienne. De plus, détail qui a son prix, dans la fonction publique, amnistie ne veut pas dire destruction des dossiers des agents sanctionnés. On se contente de barrer en noir les sanctions mentionnées sur ces dossiers. Imaginez donc la réaction d'un directeur ayant à «juger» d'une nouvelle «faute» d'un agent: il ne pourra tenir compte officiellement des sanctions précédentes, mais s'il voit des pages entières de ratures, il sera fixé!

Les travailleurs n'ont pas d'autre garantie contre l'arbitraire patronal que la lutte collective contre toute sanction et tout licenciement des travailleurs combattifs.

Libération de tous les
prisonniers politiques

A l'heure où nous écrivons il y a 10 prisonniers politiques en grève de la faim pour obtenir leur libération. Il s'agit des militants d'Action Directe poursuivi dans le cadre du hold-up de Condé-sur-Escault et d'un militant anti-nucléaire.

Par ailleurs, viennent d'être libérés les trois Combattants Communistes Gérard, Lapeyre et Oriach, détenus depuis plus d'une année pour s'être opposés à l'extradition de trois militantes allemandes. Cette libération, dont nous nous réjouissons, ne doit pas faire oublier l'exigence du com-

bat pour la libération de tous les prisonniers politiques actuellement pris en otages par l'Etat, ainsi que le besoin de tisser des liens de solidarité de classe entre les prolétaires non-détenus et leurs frères de classe emprisonnés. Le tri entre amnistiables et non amnistiables vise à **intimider** l'ensemble des militants et prolétaires d'avant-garde. A l'intimidation bourgeoise devront nécessairement, tôt ou tard, être opposées la force et la solidarité réelles d'une classe en mouvement.

programme
communiste

N° 86

- Mitterrand Président
- La Pologne, point névralgique de l'ordre impérialiste mondial
- Le cours de l'impérialisme mondial
- Les bases du militantisme communiste
- Le processus de formation des sections nationales de l'Internationale Communiste
- Les « trotskystes » contre Trotsky.

Le PS et l'impérialisme

(Suite de la page 1)

est à voir sous l'angle de la reprise de la coopération entre l'Algérie et la France. Cette coopération s'effectue aussi sur le plan politique, il s'agit, en régularisant la situation des immigrés, d'éviter qu'un trop grand nombre d'entre eux, en retournant chez eux n'alimentent faute de travail une agitation sociale déjà forte. Les liens avec la Tunisie ayant été eux aussi consolidés, c'est dans tout le Maghreb que la France a renforcé ses positions et par voie de conséquence en Méditerranée. Le régime Mitterrand essaie même, en dépit de l'affaire tchadienne, de nouer des relations avec la Libye de Kadhafi.

La même politique qui consiste à vouloir être ami avec deux camps opposés pour le plus grand bien du business français, la France «socialiste» la mène aussi, comme chacun sait, au Moyen-Orient. Le soutien à Israël est une pierre angulaire de la politique du PS, mais ni le pétrole ni les pétro-dollars ne sont des choses qu'on peut se permettre d'ignorer à l'époque où nous sommes. Depuis que le PS est au pouvoir, après que Mitterrand eut envoyé ses ambassadeurs rassurer les pays arabes, un véritable pont aérien semble s'être mis en place entre la France et le Moyen-Orient: Paris a reçu l'émir du Qatar, le roi de Jordanie, le vice-premier ministre irakien, le numéro deux de la diplomatie égyptienne. Cheysson, lui, s'est rendu en Syrie, au Liban, en Jordanie, et Mitterrand lui-même fera sa première visite officielle en Arabie Saoudite. C'est que la France est devenue un des premiers partenaires économiques d'une région où, si les Américains font la loi, la France parvient, semble-t-il, à rattraper une partie de son retard par rapport à ses concurrents allemands ou japonais.

De plus, l'impérialisme français est militairement présent dans la région par l'intermédiaire des casques bleus de l'ONU, qui jouent un rôle de maintien de l'ordre contre les masses exploitées dans une région qui est une véritable poudrière. Enfin dans un pays comme le Liban, la France sert de cadre de formation d'officiers comme elle le fait pour les pays d'Afrique noire.

Cette fonction de pompier social, le PS la remplit aussi en Amérique centrale. L'appui à l'opposition à la junte salvadorienne soutenue militairement par les Etats-Unis (comme les prises de position en faveur du Front sandiniste au Nicaragua) ne sont pas seulement une façon de mettre un pied dans une chasse gardée de l'impérialisme US. Cette politique vise aussi à faire en sorte que la lutte ne se

radicalise pas entre les bourgeoisies réactionnaires de ces pays et les masses de prolétaires exploités, ouvriers et paysans, en soutenant une opposition de type social-démocrate qui ne modifiera en rien les rapports de production capitalistes si elle vient au pouvoir (l'exemple du Nicaragua le montre), mais qui en revanche peut amortir la lutte et l'enliser dans la voie démocratique classique. En Amérique centrale la France est en train d'expliquer aux Etats-Unis que la politique du gros bâton qu'ils ont menée au Vietnam d'abord, en Iran par Chah interposé ensuite, a été un échec et que cet échec-là peut faire le jeu de l'impérialisme rival, c'est-à-dire de l'impérialisme russe.

En s'intéressant de près à l'Amérique centrale, le petit impérialisme français est en train de chatouiller l'impérialisme américain, mais cette rivalité, qui existe aussi en Afrique ou au Moyen-Orient, se situe dans le cadre de la défense du «monde libre» et de la «défense des droits de l'Homme». Qui mieux que les socialistes peut brouiller à ce point la vue des prolétaires en essayant de leur faire croire d'une part que «leur» propre impérialisme a disparu, puisque le PS ne saurait être par définition «colonialiste», et d'autre part que le capitalisme occidental vaut la peine d'être défendu face à l'impérialisme russe?

Cette continuité dans sa politique impérialiste, la France de Mitterrand l'assure aussi à l'égard des DOM-TOM, dont la situation n'a en rien été modifiée par la «victoire» du 10 mai. Certes le pouvoir a nommé une énième mission d'information dirigée cette fois par Aimé Césaire, favorable à l'autonomie ou à l'«indépendance», plutôt que par un député RPR ou UDF, partisan de la départementalisation, mais le fait essentiel est que la France reste la France même à 7000 ou à 12000 km d'ici et que l'écart entre le SMIC en métropole et le SMIC aux Antilles ou à la Réunion reste aussi fort sous Mitterrand qu'il l'était sous Giscard. En paroles le colonialisme est mort, dans les faits il est aussi vivant que jamais. Mais là encore l'état de grâce ne durera pas toujours.

Il est vital pour le prolétariat métropolitain de voir que l'offensive anti-ouvrière déclenchée contre lui par l'intermédiaire du pouvoir PS se double d'une offensive contre les masses exploitées des pays où l'impérialisme français a des intérêts. Le faux socialisme de l'intérieur s'accompagne du vrai social-impérialisme à l'extérieur. La lutte contre la bourgeoisie française et ses alliés locaux sortira renforcée de l'alliance du prolétariat métropolitain et de ses frères de classe des pays opprimés.

Non à l'austérité de gauche !

(Suite de la page 1)

Ce qui fait défaut à la bourgeoisie française, la rendant vulnérable en cas de réveil même partiel du prolétariat, ce sont des amortisseurs réguliers et bien rodés pour éviter les heurts entre les classes. Avec des conventions collectives efficaces seulement dans les secteurs modernes et concentrés, des lois sur l'arbitrage mort-nées, 17% de syndiqués au maximum, la bourgeoisie française est beaucoup plus mal lotie que ses voisines européennes, Italie comprise. Depuis plus de dix ans, sous tous les gouvernements, les Delors et les Maire cherchent à combler cette lacune. C'est sans doute un des principaux services que la bourgeoisie attend du gouvernement de gauche. L'ennui pour elle, est qu'il est difficile de créer ces habitudes de négociations à froid, en l'absence d'un mouvement social.

Ce qui manque aux travailleurs les plus avancés dans la voie de la défiance pour échapper à ces voies de garage toutes préparées, c'est le levier matériel, l'organisation, le lien entre les foyers d'opposition. La CGT et le PC veillent: ils se réservent un certain volant de manœuvre, sont prêts à «durcir» le ton, comme Marchais à la fête de

l'Humanité, et à sortir du gouvernement s'il le faut, mais surtout ils prennent garde plus que jamais à empêcher les contacts entre les grévistes et à entourer les mouvements dans chaque entreprise d'un solide cordon sanitaire.

En toute continuité avec les gouvernements précédents, mais avec l'hypocrisie «de gauche» en plus, la bourgeoisie va s'efforcer de faire admettre aux ouvriers qu'il faut choisir: la sécurité de l'emploi ou des salaires décents, la réduction du temps de travail ou le maintien du pouvoir d'achat... C'est sur tous ces fronts en même temps qu'il leur faut tenir bon et s'efforcer de conquérir du terrain pied à pied contre une offensive bourgeoise qui marche, elle, toujours dans la même direction sous des masques différents. Toutes ces revendications, et aussi la lutte contre la répression dans les usines, qui continue malgré toutes les «amnisties», et le «tri» hypocrite en cours parmi les travailleurs immigrés, sont l'occasion de rassembler les travailleurs les plus combattifs, de leur permettre de constater dans l'action la duplicité des appareils opportunistes, et de donner un débouché concret à l'effrètement des illusions à l'épreuve des faits.

La LCR au service de Mitterrand

Une des caractéristiques de l'opportunisme centriste est qu'il prétend combattre les illusions des prolétaires par une action «pédagogique», alors qu'en réalité il contribue à leur inculquer ces illusions.

Tout en affirmant que le gouvernement PS-PC est un «gouvernement bourgeois», la LCR se garde bien de le combattre comme tel. Bien au contraire, elle lui apporte son soutien «critique» sous prétexte que la bourgeoisie lui serait opposée. Naturellement, ce sont les illusions des travailleurs qui sont invoquées pour justifier cette politique. En fait, face à l'attentisme de la classe ouvrière, c'est bel et bien la LCR qui joue un rôle actif de soutien au gouvernement: «Il faut concentrer le tir sur le patronat et la bourgeoisie», écrit *Inprecor* du

20 juillet, en comprenant la volonté qu'ont les travailleurs d'aider le gouvernement à riposter contre les patrons». Et il ajoute, ce qui est un façon de se démasquer: «Il faut leur expliquer que, puisque le patronat ne donne pas de répit à F. Mitterrand, les travailleurs ne donneront pas de répit au patronat». Comme le dit Rouge (N° 980): «Les travailleurs sont prêts à donner au gouvernement le coup de main nécessaire pour vaincre les résistances».

En réalité, loin de devoir peser pour que le gouvernement «rompe avec la bourgeoisie», comme la LCR les y invite, les travailleurs devront rompre avec l'opportunisme, et en particulier avec la LCR pour pouvoir combattre la bourgeoisie et le gouvernement de gauche qui est une de ses expressions.

Nature organique du parti de classe

Une sorte de mystère plane autour de ce terme d'«organique», que nous préférons décidément à celui de «démocratique», utilisé par Lénine pour qualifier le centralisme du parti communiste révolutionnaire.

Pour éviter tout malentendu, disons tout de suite que la conception du centralisme révolutionnaire est strictement identique chez Lénine et chez nous: «*épithète mise à part, avons-nous écrit dans un de nos textes classiques, le «centralisme démocratique» demandé par Lénine pour le parti [...] contenait pleinement l'idée que le parti forme un tout organique indivisible»* (1).

Mais il faut d'abord analyser en quoi consiste cette nature organique du parti dont nous parlons souvent. Nous pourrions voir ensuite quelle est la conception du centralisme révolutionnaire qui en découle. C'est seulement alors que pourra être éclaircie la différence entre les épithètes de «démocratique» et d'«organique» utilisées pour décrire le centralisme dont a besoin de la parti de la révolution.

Sans entrer dans la polémique menée par la Gauche communiste contre le centrisme social-démocrate et le courant syndicaliste révolutionnaire présents dans l'Internationale communiste et qui réduisaient chacun à leur manière le rôle du parti dans la lutte prolétarienne, on sait qu'elle a été amenée à développer contre eux la caractérisation du parti comme un organe de la classe, précisément dans le sens où ce terme est appliqué aux organismes vivants (2).

Qu'est-ce qui peut en effet mieux rendre cette idée que le parti est la «fraction la plus avancée» de la classe, celle qui lui révèle le but de son propre mouvement et organise ses efforts vers ce but, comme le pensaient les Bolchéviks, que de considérer le parti comme le cœur, ou si l'on veut le cerveau, de l'organisme qu'est la classe en lutte?

Une telle comparaison se révèle efficace pour combattre les théories idéalistes et démocratiques qui mettent le siège de la conscience et de la volonté dans les individus pris isolément: considérez le corps animal et cherchez à imaginer son mouvement comme

la résultante de l'action «libre» des cellules-individus, comme le voudrait la fiction démocratique appliquée à lui: c'est impossible. En revanche, l'image organique, des tissus différenciés qui remplissent des fonctions indispensables à l'ensemble de l'organisme vivant peut s'appliquer à la société et suggère de façon correcte le mouvement des classes sociales: le parti, tout comme le cerveau, peut diriger l'action de l'organisme-classe et assumer la fonction de pensée ou de théorie, parce qu'il est relié à toutes ses cellules par un système nerveux dont il est le centre.

Une telle conception se révèle également efficace contre l'idée du parti-secte qui élaborerait des théories a priori en dehors des rapports entre les classes sociales et de la lutte entre elles, ou celle du parti-démiurge qui pourrait imposer de l'extérieur à la classe son mouvement comme l'ingénieur à un automate, conceptions que l'on prête tout à fait à tort au marxisme: le développement historique de l'organe-parti et de la fonction-théorie supposent l'effort de la classe ouvrière pour sortir des limites de sa condition, tout comme le développement du cerveau et de la pensée supposent dans l'espèce humaine le développement complexe du travail et de la société.

Le prolétariat a tâtonné longtemps avant que ses efforts permettent de donner lieu à une théorie révolutionnaire, mais depuis que cette dernière existe, c'est-à-dire depuis Marx, la théorie peut illuminer le terrain de l'action, et permet de regrouper les forces de classe vers le but désormais reconnu. En un mot, l'existence du parti révèle la classe à elle-même, et elle manifeste son existence historique, même dans les périodes de terrible reflux et de défaite, comme celle dont nous entrevoiyons à peine la fin aujourd'hui.

Mais voyons comment Marx décrivait ce processus:

«*De même que les économistes sont les représentants scientifiques de la classe bourgeoise, de même les socialistes et les communistes sont les théoriciens de la classe prolétaire. Tant que le prolétariat n'est pas encore assez développé pour se constituer en classe, que, par conséquent, la lutte même du*

prolétariat avec la bourgeoisie n'a pas encore un caractère politique, et que les forces productives ne sont pas assez développées dans le sein de la bourgeoisie elle-même, pour laisser entrevoir les conditions matérielles nécessaires à l'affranchissement du prolétariat et à la formation d'une société nouvelle, ces théoriciens ne sont que des utopistes qui, pour [satisfaire les] besoins des classes opprimées, improvisent des systèmes et courent après une science régénératrice. Mais à mesure que l'histoire marche et qu'avec elle la lutte du prolétariat se dessine plus nettement, ils n'ont plus besoin de chercher la science dans leur esprit, ils n'ont qu'à se rendre compte de ce qui se passe devant leurs yeux et à s'en faire l'organe.» (3).

Notre courant a développé le parallèle entre la classe et l'organisme vivant dans le détail, mais comme cela ressort clairement de ce passage datant de 1847, cette idée est si intimement liée à la conception marxiste qu'elle naît avec lui.

Affirmer que le parti est l'organe de la classe, ou plutôt l'organe de la lutte révolutionnaire, implique naturellement que la fonction de la théorie est strictement liée au parti. Mais ce n'est pas tout. La théorie est théorie de la lutte révolutionnaire. L'autre fonction du parti, inséparable de la première, est celle d'organisation de combat, c'est-à-dire d'impulsion, de coordination, de direction de l'action révolutionnaire de classe. Cette idée, qui découle implicitement du Manifeste de 1848, a dû être affirmée tout à fait explicitement par le marxisme après la Commune de Paris contre les anarchistes qui n'avaient précisément cette direction de parti.

«*Le rôle de l'Internationale, affirme Marx en 1871, est d'organiser et de concentrer les forces révolutionnaires pour le combat qui les attend»* (4). C'est en appliquant dans le détail ce précepte que les bolchéviks ont mené le prolétariat russe à la victoire.

Mais si une telle direction est une condition indispensable de la victoire révolutionnaire pour tout marxisme authentique, elle ne s'impose pas par décret, ni par auto-proclamation, comme on nous en fait à tort le

reproche. Elle est une conquête du mouvement prolétarien.

Elle est le résultat d'un processus tourmenté où se joignent deux mouvements: d'une part celui des prolétaires d'avant-garde qui, poussés par les exigences de la lutte prolétarienne, cherchent à l'organiser, à la rendre plus efficace et à en comprendre mieux les lois; d'autre part celui d'une minorité révolutionnaire qui, s'étant assimilé la théorie révolutionnaire, s'efforce de faire pénétrer dans la lutte de classe les objectifs, les principes révolutionnaires, ainsi que les leçons de l'expérience historique.

C'est parce que la théorie marxiste a découvert les lois mêmes du mouvement et livre le secret de la lutte prolétarienne, que ce double mouvement parvient à fusionner effectivement dans le parti révolutionnaire, ou qu'en d'autres termes, ce double mouvement converge pour donner une centralisation effective de l'action des larges masses, que le parti devient la direction librement consentie par la classe.

(Prochain article: «Le centralisme révolutionnaire»)

(1) Structure économique et sociale de la Russie d'aujourd'hui, cité dans Le Prolétaire N°163 de décembre 1973.

(2) Voir notamment notre brochure Parti et classe. (Editions Programme communiste).

(3) Misère de la Philosophie. Editions sociales, 1968, p.133.

(4) Discours de Marx pour le 7^e anniversaire de l'A.I.T., cité dans notre brochure Parti et classe, page 14.

De la crise de la société bourgeoise à la révolution communiste mondiale

(Manifeste du Parti communiste international - 1981)

72 pages - Prix : 6 F

Les fruits amers de la «révolution islamique»

(Suite de la page 1)

vée déclarée «sacrée et inviolable», pour protéger les capitalistes et les propriétaires fonciers contre la colère des ouvriers et des paysans pauvres, pour limiter les libertés d'expression et d'organisation des masses exploitées, pour réprimer férocelement les chômeurs qui tentaient de s'organiser afin de défendre leurs conditions de vie, pour massacrer les minorités opprimées qui se révoltaient et pour écraser les femmes sous le poids des traditions islamiques rétrogrades?

Même l'Union des Etudiants Progressistes Iraniens est obligée aujourd'hui de lancer des formules du genre «aujourd'hui comme hier le massacre continue». En effet, à supposer que la «révolution islamique» ait été le coup d'envoi d'une révolution démocratique et populaire, chose que nous avons toujours niée, les marxistes révolutionnaires auraient pour devoir de montrer au prolétariat que ce qu'il obtiendra de cette révolution dépend de son aptitude à se donner une organisation de classe indépendante.

En tout cas, le prolétariat et les masses exploitées doivent s'attendre à ce que même la République la plus démocratique se retourne contre eux dès qu'elle se sera stabilisée. Que dire alors de la soi-disant «révolution islamique», qui n'a fait en réalité que changer la tête de l'appareil d'Etat en place en la purgeant de quelques généraux âgés?

La lutte héroïque et les sacrifices extraordinaires du prolétariat et des masses exploitées qui a amené la chute du chah a pu être jusqu'ici canalisé par le clergé chiite pour hisser à la tête de l'Etat les fractions bourgeoises qui aspiraient à la gestion politique directe de leurs affaires. Aujourd'hui outre le danger d'un coup d'Etat militaire pro-américain, le prolétariat et les masses qui résistent à la réaction khomayniste ne doivent pas servir de chair à canon pour un éventuel passage au pouvoir d'une coalition libérale-populiste s'appuyant sur certains secteurs de l'armée favorables à Bani Sadr et sur les milices des Moudjahidins du peuple.

La lutte héroïque et les sacrifices du prolétariat

Lisez et diffusez
el - oumami
il programma comunista
el comunista

doivent servir au prolétariat lui-même! Dans sa résistance aujourd'hui, même s'il n'a pas encore la force de prendre la tête du mouvement des masses, le prolétariat aura à se battre pour conquérir contre l'Etat l'espace politique qui lui donne une certaine liberté de mouvement, espace qu'il ne peut effectivement conquérir que s'il se bat sur une position de classe indépendante.

Certes, il existe des couches petite-bourgeoises intéressées par la lutte pour la liberté politique. Que cela puisse affaiblir l'Etat des capitalistes et des propriétaires terriens, cela ne fait pas de doute.

Mais la petite bourgeoisie donne nécessairement à sa lutte politique actuelle un contenu économique et social réactionnaire (résistance à la ruine et à la prolétarianisation, défense de la petite production et du petit commerce contre la grande production capitaliste, etc.). C'est pourquoi le prolétariat n'a pas à faire un front politique avec elle. Au contraire, cette lutte que mènent certains secteurs de la petite bourgeoisie ne peut favoriser la sienne que s'il dispose d'une organisation de classe indépendante qui puisse venir à bout de leur instabilité et des flottements constants qui caractérisent la petite bourgeoisie.

De la même façon, les marxistes révolutionnaires ne sont pas indifférents aux dissensions et aux luttes intestines qui traversent les classes possédantes en Iran. La classe ouvrière doit mettre à profit ces querelles pour s'organiser de manière autonome, pour rassembler ses forces et s'aguerrir toujours d'avantage. Dans la situation actuelle en Iran, l'appel à l'organisation indépendante du prolétariat sur des bases de classe doit évidemment prendre un contenu concret.

En avançant les revendications économiques, sociales et politiques urgentes de la classe ouvrière et des masses exploitées et opprimées, les noyaux prolétariens et les militants qui se revendiquent vraiment du marxisme-léninisme doivent avoir en vue le renforcement et la protection des structures organisationnelles que le mouvement ouvrier et de masse se donne au cours de la lutte même si au début elles prennent une forme plus ou moins clandestine, ce qui suppose évidemment la protection des locaux du mouvement, des planques, des cachettes d'armes, etc.

Si les prolétaires conscients et les militants révolutionnaires travaillent dans ce sens, malgré les conditions nationales et internationales terriblement défavorables dans lesquelles ils sont contraints de lutter, les sacrifices consentis par les masses exploitées d'Iran dans le renversement du régime du chah et contre le déchaînement féroce de la répression des Hezbollahis permettront d'ouvrir la voie des luttes victorieuses de demain.

Le «vrai visage» de Solidarnosc

La première partie du congrès de Solidarité vient de s'achever. La télévision polonaise aurait dit que Solidarité y a dévoilé «son vrai visage» et les Russes ont dénoncé ses «orgies antisocialistes». Ce qu'ils veulent dire par là, c'est que le «syndicat» s'affirme de plus en plus ouvertement comme un organe politique de rechange: «Solidarité n'est pas seulement un syndicat, dit un des textes adoptés, mais aussi un mouvement social de citoyens conscients...»; un mouvement qui conteste les structures et les hommes en place et propose de les remplacer par l'«autogestion» et la «démocratie», c'est-à-dire par lui-même.

De fait, ce sont là les deux principaux thèmes du congrès, le troisième étant l'appel à l'extension de ce «syndicalisme indépendant» aux autres pays de l'Est. Mais les critiques acerbes du Kremlin, du PC polonais (dont 80% des membres sont à Solidarité!) ou des partis frères se gardent bien d'expliquer pourquoi la direction de Solidarité est poussée à cette politisation.

Son «vrai visage» de gardien de l'ordre et de champion de la production nationale, la nouvelle bonzerie inspirée par le KOR et l'Eglise l'a abondamment montré tout au long de l'année écoulée. En particulier cet été, lorsqu'elle s'est acharnée à empêcher les grèves et les manifestations contre la réduction des rations de viande et la disette en général. Et tout récemment encore, lors de la mutinerie de la prison de Bydgoszcz, alors que la population aidait spontanément les prisonniers à s'évader, les «syndicalistes» se sont précipités pour les arrêter et leur faire réintégrer leur geôle, contre la vague promesse d'une amélioration des conditions de détention.

Si les efforts des pompiers sociaux ont réussi à éviter l'explosion d'un grand mouvement de lutte analogue à celui de l'été dernier, ils n'ont pas suffi pour remettre les ouvriers au travail et leur faire accepter les sacrifices exigés par le salut de la patrie, c'est-à-dire du capital national. Alors que la situation de l'économie polonaise est catastrophique, les ouvriers renâclent au travail et continuent à revendiquer. Pour les soumettre et les discipliner, deux solutions s'offrent à la bourgeoisie polonaise: la répression féroce ou l'embrigadement démocratique. L'Etat et les Russes derrière lui représentent la première solution, Solidarité doit pousser toujours plus vers la seconde. Aucune des deux ne sourit à la bourgeoisie, et aucune ne pourra se réaliser «à froid». C'est la persistance et l'aggravation

de la crise qui poussent à la radicalisation aux deux pôles.

Il y a presque un an nous disions que, faute de pouvoir leur donner de la viande, la bourgeoisie polonaise offrait aux ouvriers des messes, des messes catholiques ou démocratiques. Mais les concessions faites dans ce sens ne suffisent pas pour provoquer le grand mouvement d'enthousiasme productif et de restriction de la consommation dont l'économie polonaise a besoin. C'est pour cela que la direction de Solidarité, qui prône sans réserve production et austerité, avance avec toujours plus d'insistance les exigences démocratiques, au point d'exiger aujourd'hui des «élections libres». En réalité, ce n'est pas nouveau: depuis belle lurette les Walesa expliquent que seul un Etat qu'ils auront «choisi librement» et auquel ils adhèrent pourra obtenir des ouvriers les «sacrifices nécessaires». Mais le besoin de ces sacrifices «librement choisis» devient urgent.

De même, le capital a un besoin pressant de remettre les ouvriers au travail. Et Solidarité met tout le paquet sur la revendication de l'«autogestion», dans la perspective de faire accepter ainsi aux prolétaires la discipline du bagne capitaliste et l'accentuation de la charge de travail souhaitée par la bourgeoisie. Cette autogestion réclamée aujourd'hui à cor et à cri, au point d'exiger un référendum qui chamboule la Constitution, Solidarité la dénonçait fort bien il n'y a pas si longtemps encore comme auto-exploitation: «Cela nous mènerait au même point que les anciens syndicalistes, à forcer les gens à travailler», déclarait un des dirigeants dans un interview à Polityka de novembre 1980.

(Suite page 4)

REUNION PUBLIQUE

samedi 26 septembre. 14h30
27, av. de Choisy, Paris 13^e
(Métro: Porte de Choisy)

LA POLOGNE,
UN AN APRES

Permanences du Parti

EN BELGIQUE

● **A Bruxelles**: Le 2^e lundi de chaque mois, de 19 h 30 à 21 h 30. Café de la Regence, place Fernand-Cocq, 12, 1050 Bruxelles.

EN FRANCE

● **A Angers**: vente tous les samedis de 11 h à 12 h, au Grand Marché, place Leclerc.

● **A Caen**: Vente au marché St-Pierre, de 10 h 30 à 11 h 30, dimanche tous les quinze jours, soit les 13 et 27 septembre, 11 et 25 octobre.

● **A Grenoble**: vente au marché St-Bruno, de 10 h 30 à 11 h 30, dimanche tous les quinze jours, soit les 13 et 27 septembre, 11 et 25 octobre.

● **Au Havre**: vente au marché d'Harleur le 1^{er} et le 3^e dimanche de chaque mois.

● **Au Mans**: vente sur le marché de Pontlieu, le 2^e dimanche de chaque mois, de 10 h 30 à 11 h 30.

● **A Laval**: vente sur le marché de la Cathédrale le 1^{er} samedi de chaque mois, de 10 h 30 à 12 h.

● **A Lille**: tous les mercredis de 18 h à 19 h 30, 27 rue Adolphe.

● **A Lyon**: 17 rue René Leynaud, Lyon 1^{er}, dans la cour, 2^e porte à gauche de 14 h à 16 h, les samedis 12 et 26 septembre, 10 et 24 octobre, etc.

● **A Nantes**: vente le 1^{er} dimanche de chaque mois, marché de Tallensac, de 10 h 30 à 11 h 30.

● **A Paris**: 20 rue Jean Bouton, 75012. Le samedi, de 15 h à 18 h, et le mercredi de 18 h 30 à 20 h 30 (escalier métallique au fond de la cour à gauche), métro Gare de Lyon.

● **A Rouen**: vente tous les dimanches de 10 h 30 à 12 h au marché du Clos-Saint-Marc

● **A Roubaix**: vente au marché (face à la Poste) de 11 h à 12 h, le 3^e dimanche de chaque mois.

● **A Strasbourg**: vente au marché de Neudorf, place du marché, de 9 h à 10 h, le 1^{er} et le 3^e samedi du mois.

● **A Toulouse**: vente au marché Saint-Sernin, dimanche tous les quinze jours, de 11 h à 12 h. Soit les 13 et 27 septembre, 11 et 25 octobre, etc.

● **A Valence**: vente le dimanche tous les quinze jours de 10 h 30 à 11 h 30, au marché de Bourges-Valence, place de la Liberté, soit les 20 septembre, 4 et 18 octobre, etc.

EN SUISSE

● **A Lausanne**: tous les samedis de 10 h à 12 h, 12 rue du Pont, atelier du rez sup.

CORRESPONDANCE POUR LA BELGIQUE
J.A. BP 199
1060 BRUXELLES 6

CORRESPONDANCE POUR LA SUISSE
Editions Programme, 12, rue du Pont,
1003 LAUSANNE

Lisez et diffusez
el - oumami
il programma comunista
el comunista

Les travailleurs sans papiers toujours dans l'insécurité

La grande opération de fichage et de tri des immigrés entreprise par le gouvernement ne semble pas donner tous les résultats espérés. D'après les premiers sondages, 5% seulement des dossiers déposés seraient conformes aux critères établis pour distinguer le bon immigré, utile à l'économie nationale du déchet à rejeter. Cette proportion est sans doute inférieure non pas, certes, aux intentions humanitaires du PS, mais aux intérêts des entreprises qui, en dépit de la démagogie officielle sur l'«emploi français» ont un besoin vital d'employer de la main-d'œuvre immigrée, même un peu plus coûteuse que les clandestins exploitables à merci. Dans les préfectures et centres de régularisation, les préposés au tri se montrent en particulier intraitables sur la date d'entrée en France, avant janvier 1981: division absurde en soi, mais qui permet des investigations supplémentaires et la division entre les catégories.

Ces mesures ont suscité une certaine effervescence chez les travailleurs immigrés (et pas seulement chez les sans-papiers, souvent frères, cousins ou amis des travailleurs réguliers); mais ils sont loin de croire au miracle. Les plus directement concernés sont les Africains, les Turcs, mais aussi les Portugais (surtout les femmes): les travailleurs maghrébins sont provisoirement couverts par des accords particuliers et modulés, et en ce sens l'Etat a réussi en partie sa manoeuvre de division.

Déjà, les demandes de contrat de travail aux employeurs se sont soldées par le licenciement immédiat. Le marché noir des faux papiers prospère plus que jamais et va absorber les maigres économies de ouvriers.

Beaucoup de travailleurs ont parfaitement conscience que le dépôt des dossiers sera le prélude à une vague d'expulsions: ils se gardent, quand ils le peuvent, de donner une adresse utilisable par la police, ou de se livrer aux bons services du STA (service d'assistance technique), composé d'anciens coloniaux, qui passent dans les foyers avec des formulaires.

L'effervescence provoquée par ces mesures peut avoir un aspect positif si elle donne aux travailleurs, malgré toutes les précautions nécessaires, l'occasion de sortir de leur isolement, de déposer les dossiers collectivement, de se réunir (comme cela s'est fait dans le Sud), et de mettre leurs camarades des foyers et des entreprises, et d'abord les travailleurs français, devant leurs responsabilités. Mais cette solidarité doit se donner dès maintenant des pôles d'organisation, pour préparer la riposte à la répression qui est l'autre volet de la démagogie PS. Et il faut préparer cette résistance en dépit de toutes les bonnes âmes, des syndicats et autres associations qui sont acquises au contrôle de l'immigration, et qui n'ont donc rien à opposer à ces mesures.

Le socialisme... des banquiers

Delors est «écœuré par l'attitude des banquiers». Cela, tout le monde le sait. La théorie du pauvre gouvernement socialiste qui se heurte au «mur de l'argent» sert bien la démagogie anticapitaliste du PS. Pourtant, ce qu'on ne sait pas, c'est les liens étroits existants entre les banquiers et le gouvernement.

Voici par exemple ce que dit Pierre Moussa, PDG de la Compagnie financière de Paris et des Pays-Bas, un des deux plus grands groupes financiers, dont dépendent directement 28000 personnes et indirecte-

ment 900000: «Je dois à la vérité de dire que je ne vois, dans le passé, aucun gouvernement où j'ai connu — assez intimement — autant de ministres que dans celui-ci» (Nouvel Observateur du 29.08.1981).

Le groupe sera nationalisé. Son PDG craint une gêne pour les investissements français à l'étranger, mais il s'en remettra vite: «Foin de pleurnicheries! Plus question de demander si c'est bon ou pas. Je n'aime pas les combats d'arrière garde!» Il ne risque pas de mettre le bâton dans les roues du socialisme à la rose!

COURRIER DE LA REDACTION

A propos des nationalisations

L'expression de «lutte contre les indemnités» parue dans les articles des numéros 341 et 342 du Prolétaire sur les nationalisations a suscité des questions à la Rédaction.

Une telle expression suggère en fait bien plus que ne le pensait la Rédaction, qui l'entendait dans le double sens de **dénonciation** de l'indemnisation des capitalistes et de **lutte contre les effets** de l'indemnisation sur les conditions d'exploitation de la classe ouvrière.

C'est un devoir pour les communistes révolutionnaires de **dénoncer** l'indemnisation comme une aggravation supplémentaire de l'exploitation capitaliste qui se cache sous le masque d'une réforme favorable aux ouvriers: c'est bien grâce à des impôts, directs et indirects, que l'on s'approprie à faire payer à la classe ouvrière les 50 milliards prévus pour la circonstance!

Mais c'est aussi un devoir de montrer qu'il est dans la nature de l'Etat capitaliste d'indemniser les capitalistes nationalisés, car l'opération ne vise nullement à combattre le capitalisme, mais à le restructurer pour le rendre plus **agressif**. Quant aux rares exemples de confiscations connus hors de périodes révolutionnaires, comme celles des usines Renault en 1945, ils ne sont qu'une démagogie qui vise à donner une allure anticapitaliste à un règlement de comptes entre fractions capitalistes: ils sont donc l'exception qui confirme la règle. La conséquence qui découle de ce fait doit être le besoin de la révolution communiste.

La lutte que les communistes mènent contre les nationalisations bourgeoises, y compris leur aspect inséparable qu'est l'indemnisation, n'a donc rien à voir avec la revendication **réformiste** de «nationalisation sans indemnité» adressée à l'Etat capitaliste. Pour couper court à une telle interprétation, nous jugeons donc préférable d'abandonner carrément la formule utilisée dans les deux numéros précédents du journal.

On pourrait dire également que les conséquences des nationalisations ne sont pas seulement l'indemnisation, à laquelle la classe ouvrière peut répondre par la lutte contre l'augmentation des impôts et pour l'augmentation des salaires. Elles sont aussi les **restructurations** et donc l'accroissement du chômage et de l'intensité du travail, auxquels il est nécessaire de répondre par la lutte contre les licenciements, contre les cadences, pour la défense des «avantages» contenus dans les statuts et leur généralisation, etc.

Il était difficile de résumer en une formule les aspects différents, bien que complémentaires et étroitement liés, de la lutte politique contre la **mystification des nationalisations bourgeoises** et de la lutte immédiate contre leurs effets.

Directeur-gérant SARO
Imprimerie «E.P.»
232, rue de Charenton - 75012 PARIS
Distribué par les NMPP
No d'inscription à la commission
paritaire de presse: 52928

Les 35 H tout de suite ! Sans contreparties !

(Suite de la page 1)

toute diminution du temps de travail.

Au point 11 on envisage une extension du travail posté avec la création d'une 5^e équipe, la suppression de l'interdiction du travail en équipes chevau-chantes, «la possibilité, dans les branches soumises à la concurrence internationale, de déplacer dans la limite de 2 heures, le point de départ de la période de 7 heures pendant laquelle le travail de nuit des femmes est interdit».

La façon dont se déroulent ces négociations vaut qu'on s'y arrête. On sait que le patronat, comme l'ancien et le nouveau gouvernement, refuse que la question du temps de travail soit réglée par une loi qui s'imposerait à tous, mais au contraire privilégie les négociations branche par branche.

L'intérêt des négociations par branches pour le patronat c'est bien entendu de pouvoir limiter la diminution du temps de travail en fonction de l'état de santé des entreprises, et plus encore d'obtenir des contreparties particulières en fonction des besoins spécifiques de chaque branche, de la conjoncture internationale, des techniques de production, de la taille des entreprises, etc. Ainsi en est-il pour les heures supplémentaires ou le travail de nuit des femmes.

En lâchant une heure hebdomadaire sur le temps de travail légal, le patronat entend en contrepartie faire sauter toutes les dispositions légales qui unifient les conditions d'exploitation des ouvriers et offrent une protection minimum, comme les lois de 1936 sur les 40 heures.

La bourgeoisie espère en fait adapter encore plus le droit aux besoins réels de l'exploitation capitaliste de la force de travail des prolétaires. Elle veut effacer tout point de référence légal qui pourrait permettre l'unification de la condition prolétarienne et des revendications, chaque branche ayant une législation particulière et ne pouvant donc se revendiquer des «acquis» obtenus dans un autre secteur.

Et c'est bien à ce projet antiprolétarien que des syndicats comme la CFDT apportent leur concours. Ainsi dans *Syndicalisme Hebdo* du 2 juillet 1981 on peut lire: «L'important pour le patron était justement d'écartier toute idée avancée vers un objectif

Le «vrai visage»

(Suite de la page 3)

Mais dès cet été, nos «syndicalistes» se sont appliqués à détourner les luttes contre les restrictions vers l'élection du directeur par le personnel de l'usine.

Enfin, en ce qui concerne le dernier grand thème du congrès, il est évident que ce véritable **parti de la démocratie** que Solidarité tend à devenir doit essayer d'exporter sa solution et sa méthode dans les autres pays de l'Est. Walesa peut bien évoquer le «Prolétaires de tous les pays, unissez-vous», c'est-à-dire la nécessité (réelle) de la solidarité de classe internationale, en réalité il ne cherche qu'à rendre possible la solution démocratique en Pologne par l'extension du mouvement démocratique dans le bloc de l'Est. Comme d'habitude, d'ailleurs, ce grand démocrate a imposé à l'organisation une «direction forte» et même, selon ses propres termes, «un peu de dictature»: il a obtenu que le congrès revienne sur son vote de la veille interdisant aux présidents des organisations régionales d'être membres du présidium national. Les «élections libres», c'est très joli, à condition de donner le résultat voulu!

L'équilibre instable, ou plutôt le déséquilibre croissant dans lequel se trouve la Pologne pousse à l'opposition croissante entre les deux solutions, à la radicalisation et à l'affrontement de leurs représentants. Mais ces deux solutions sont **bourgeoises** l'une comme l'autre. Elles visent toutes deux au **même but**: soumettre le prolétariat aux impératifs du capital, rétablir l'ordre et le travail, accentuer l'exploitation, accroître la production et la rentabilité de l'économie capitaliste.

Les prolétaires n'ont pas à choisir entre ces deux solutions bourgeoises, au nom desquelles on leur demandera demain de verser leur sang, d'un côté pour «défendre le socialisme», de l'autre pour «conquérir la démocratie». Ils doivent retrouver leur **propre solution de classe**. Ils doivent défendre leurs intérêts immédiats de classe contre ceux de l'économie nationale et du «pays». Ils doivent lutter contre tous les gouvernements bourgeois pour instaurer leur **propre dictature de classe révolutionnaire** et attaquer à la racine les rapports de production capitalistes.

Les difficultés que l'Etat polonais et Solidarité rencontrent dans leurs efforts convergents pour contenir les luttes ouvrières et rétablir l'ordre bourgeois, la résistance que la «base» de Solidarité oppose à la politique et aux méthodes de la direction, montrent que les prolétaires polonais tendent spontanément à aller dans cette direction. Dans le rude combat qu'ils doivent mener contre toutes les forces de conservation bourgeoises, ils ne peuvent compter que sur leurs **propres forces** et sur la **solidarité agissante** de leurs frères de classe du monde entier.

tel que les 35 heures. Mais par contre, il soubaite dans un accord général, introduire ses positions sur l'aménagement du temps de travail et la durée d'utilisation des équipements. Il est en effet acquis à l'idée de négocier dans chaque branche industrielle, mais il entend par ce moyen orienter déjà ces négociations et se prémunir contre les réticences syndicales qui pourraient se manifester sur ces problèmes. Conclusion: la CFDT va-t-elle refuser de négocier? Eh bien non! La CFDT arrive à la conclusion que «les situations sont trop diverses (entre branches) pour vouloir régler les problèmes au niveau des confédérations!»

Et l'aveu vient en quelques lignes: «Certains estiment peut-être qu'une loi éviterait aux syndicats d'aborder quelques problèmes épineux comme l'utilisation des équipements ou l'organisation du temps de travail. Qu'ils se détrompent, ces questions ont été soulevées aussi par le nouveau gouvernement, on l'a vu dans la déclaration du Premier ministre à la réunion tripartite. On ne peut pas lui reprocher, dans l'environnement capitaliste actuel, de se préoccuper de la compétitivité de l'industrie du pays. Si un texte de loi associe ces deux aspects, il pourrait bien y avoir quelques déceptions dans les locaux syndicaux.»

Quel meilleur exemple de l'attitude consciemment et activement collaborationniste et antiprolétarienne des bureaucraties syndicales!

Quant à la CGT, si elle réclame à cor et à cri une loi sur les 38 heures, c'est bien sûr pour évacuer le revendication des 35 heures immédiates et faire de la surenchère à bon compte. Elle réclame d'ailleurs aujourd'hui de participer aux négociations.

La lutte pour la diminution du temps de travail est un besoin vital pour le prolétariat, un besoin biologique pour reposer l'organisme abruti de fatigue et d'exploitation, et un besoin politique, car avec la lutte pour l'augmentation des salaires, c'est un des axes revendicatifs qui permet le mieux l'unification de toutes les catégories d'exploités dans un combat commun contre la bourgeoisie. Les 35 heures sont un besoin immédiat commun à tous les prolétaires et devront être imposées au patronat et à l'Etat par la lutte directe et unie, en refusant les contreparties contribuant à un accroissement de l'exploitation et de la charge de travail.